

*«L'accusation contre Cristina
Fernandez manque de plausibilité
et de fondement» dit Maître
Beraldi*

Image not found or type unknown



La Havane, 20 septembre, (RHC)- L'avocat Carlos Beraldi, a assuré ce lundi que l'accusation portée contre la vice-présidente Cristina Fernandez avait été "fulminée après la déposition de plus de 100 témoins, experts, comptables et ingénieurs en près de trois ans de procédure orale".

Dans le cadre de l'affaire Vialidad, le procureur Diego Luciani a requis une peine de 12 ans de prison pour l'ancienne présidente et son interdiction perpétuelle d'exercer des fonctions publiques pour des anomalies présumées dans l'attribution de 51 projets dans la province de Santa Cruz entre 2003 et 2015.

«La vérité triomphe toujours et c'est ce qui s'est passé ici. Il a été démontré que l'accusation manque de plausibilité et de fondement, a déclaré Maître Beraldi lors de son intervention via Internet devant les juges Jorge Gorini, Andrés Basso et Rodrigo Giménez.

En outre, il a accusé le ministère public de commettre "des actes arbitraires inhabituels qui n'ont pas de précédent dans notre pays ou dans le monde", parmi lesquels il a mentionné que Cristina Fernández a été convoquée le même jour pour donner huit déclarations en vue d'un interrogatoire.

D'autre part, il a indiqué que plusieurs médias ont diffusé de fausses informations et affirmé que les procureurs disposaient de preuves qui n'existaient pas.

L'avocat a rappelé que, selon les déclarations du président Alberto Fernández et d'autres témoins, l'allocation de fonds pour les travaux publics relève de la compétence du Congrès par le biais du budget.

En outre, Maître Beraldi et son collègue Ary Llernovoy ont affirmé que les faits analysés ont déjà été jugés et rejetés à Santa Cruz.

D'autre part, ils ont critiqué les mauvaises pratiques des procureurs Diego Luciani et Sergio Mola, notamment le fait de ne pas demander de preuves pour prouver que les législateurs ayant siégé entre 2003 et 2015 auraient subi des pressions de la part de la présidence pour voter en faveur des lois budgétaires.

Ils n'ont pas non plus demandé à quantifier la répartition des investissements publics nationaux ou à vérifier comment les dépenses autorisées par le Congrès ont été dépensées. Ils n'ont pas demandé de preuves parce qu'il leur suffit de dire et que les médias répètent, mais cela ne suffit pas dans un procès équitable, a déclaré maître Beraldi.

Le Congrès n'a jamais été trompé: lorsqu'il a débattu et adopté chacune des lois, il disposait d'informations suffisantes sur la liste des travaux susceptibles d'être financés dans tout le pays, a-t-il ajouté.

Il a également dénoncé les liens entre Luciani, le juge Giménez et l'ancien président Mauricio Macri, sur la propriété duquel ils ont joué au football.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/299712-laccusation-contre-cristina-fernandez-manque-de-plausibilite-et-de-fondement-dit-maitre-beraldi>



Radio Habana Cuba